

Déjà d'initié: Blaikie plaide non coupable

PAUL DURIVAGE

Peter Blaikie a plaidé non coupable hier aux accusations de délit d'initié portées contre lui par la Commission des valeurs mobilières du Québec. Il expliquera sa position au cours d'audiences prévues pour le 18 janvier prochain.

L'ancien président du parti conservateur du Canada et un des adversaires du premier ministre Brian Mulroney dans la course au leadership de 1982 fait partie des sept administrateurs et avocats de Memotec Data accusés d'avoir fait des transactions boursières après avoir appris, de façon privilégiée, que cette compagnie se préparait à faire une offre d'achat de Teleglobe.

M. Blaikie était représenté pour son audience préliminaire par Me François Daviault du bureau d'avocat montréalais Yarosky Fish Isaacs & Daviault. Le cabinet Heenan Blaikie, auquel il est associé, se spécialise en effet en droit corporatif en plus d'être indirectement impliqué dans la cause.

Les autres accusés dans ce dossier, ont également enregistré un plaidoyer de non-culpabilité au moment de leur comparution. Il s'agit de Marc Beauchamp, président d'Investissements Novacap (l'un des principaux actionnaires de Memotec) et administrateur de Memotec, Frederick Berlet et Joseph Szaskiewicz, également administrateurs de Memotec, ainsi que Kenneth Atlas, un autre membre du cabinet d'avocats montréalais Heenan Blaikie.



Peter Blaikie

Toutes ces personnes sont passibles d'une amende minimale de \$5 000 ou du double du bénéfice réalisé dans les opérations reprochées, ou d'une amende maximale de \$1 million ou du quadruple du bénéfice éventuellement réalisé. Des peines de prison d'un mois à deux ans sont également possibles.

Le libre-échange multipliera les fusions dans l'industrie du plastique

Le regroupement de services et de compagnies a déjà commencé

LAURIER CLOUTIER

Le libre-échange contribuera à multiplier les fusions et les acquisitions, graduellement, dans l'industrie du plastique du Québec.

Lors d'une rencontre de presse préparatoire à ExpoPlast '87 et CanPlast '87, tenues à Montréal à la fin du mois et au début de décembre, le président des transformateurs du plastique du Québec, Rémi Frenette, explique que le regroupement de services et de compagnies a déjà commencé et qu'il s'accéléra avec la concurrence américaine.

Technologie et capitaux

Avec Pierre Marceau, responsable du secteur du plastique au ministère québécois de l'Industrie et du Commerce, Antoine Rushdy, directeur régional de la Société des industries du plastique du Canada (SPI), renchérit que la technologie provoque les regroupements d'entreprises, comme les grands besoins de capitaux de ces firmes.

Malgré les grands défis qui attendent l'industrie du plastique, en croissance accélérée depuis au moins 1970, elle ne craint pas vraiment l'envahissement des géants américains.

Rémi Frenette, aussi président de la compagnie Techmire, déclare que les entrepreneurs québécois sont des «patenteux» et que la technologie de leurs PME se révèle souvent plus avant-gardiste que celle des firmes canadiennes et surtout que celle des américaines.

La SPI et Statistique Canada n'arrivent déjà pas à suivre la performance hors de l'ordinaire de l'industrie au niveau des statistiques et le libre-échange deviendra «un élixir» qui accélérera encore la tendance.

Grandir, avec de nouveaux marchés

Avec de la machinerie informatisée coûtant parfois plus de \$1 million pièce, la PME québécoise du plastique doit toutefois grandir et élargir son marché. Les géants américains pourraient avaler les firmes québécoises du plastique si ce n'était de leur technologie souvent plus traditionnelle et de la période d'adaptation de 10 ans de l'accord de principe du libre-échange.

L'industrie canadienne dénombre 2 000 compagnies manufacturières de plastique, avec \$8,2 milliards de ventes, dont 600 au Québec, avec près de \$2 milliards. S'ajoutent les producteurs de matières premières.



Pierre Marceau

PHOTO D'ARCHIVES

Le secteur emploie près de 90 000 personnes dont 25 000 au Québec. Il se concentre à 60 p. cent en Ontario, suivie du Québec avec 26 p. cent et de l'Ouest avec 11 p. cent.

La vitesse de croisière du plastique est 2,7 fois plus rapide que celle du PNB (produit national brut) depuis 20 ans! Elle se maintiendra selon toutes vraisemblances jusqu'en l'An 2000 alors que le plastique, une industrie pour-tant née au lendemain de la guerre, prendra la tête des manufacturiers.

Trois des huit secteurs du plastique connaissent une croissance exceptionnelle: l'automobile, les tuyaux et les sacs d'emballage, avec des gains respectifs de 149, 42 et 40 p. cent, de 1983 à 1985.

Exporter 50%

Les PME québécoises, en plus grand nombre qu'en Ontario, exportent 50 p. cent de leur production. Mais elles doivent se trouver de la main d'oeuvre spécialisée, encore relativement rare malgré les cégeps de l'Amiante, d'Ahuntsic et de Saint-Jérôme.

L'acquisition de nouvelles technologies facilitera aussi leur expansion. CanPlast et ExpoPlast visent notamment ce but.

D'ici l'An 2000, la consommation de résine par le plastique américain passera de 43 à 76 milliards de livres, soit 3,1 p. cent de plus par année. Au Canada, la croissance dépassera l'américaine de 60 p. cent et au Québec, la SPI prévoit encore davantage, comme au cours des dernières années, avec des compagnies comme IPL, Hamelin, Modernes, Thermoplast, Camoplast et Sceptre.

L'agriculture québécoise en bonne santé

La crise de la première moitié de la décennie est maintenant chose du passé

CLAUDE PICHÉ

L'agriculture québécoise se porte mieux que dans n'importe quelle autre région du Canada, indique une enquête menée auprès de banquiers spécialisés dans le secteur agricole. Les résultats de l'enquête sont publiés dans la plus récente livraison de la revue *Le Banquier*, magazine de l'Association des banquiers canadiens.

La bonne santé de l'agriculture québécoise est toutefois, selon les auteurs, un phénomène relativement récent. Le secteur a en effet été durement touché au début des années 80 par la récession et les baisses de prix. Cela a été d'autant plus dur à supporter que ces années de crise avaient été précédées d'une période de croissance où l'optimisme était de rigueur: les prix agricoles étaient à la hausse, la valeur des propriétés grimpaient en flèche. Beaucoup d'agriculteurs se sont fortement endettés pour prendre de l'expansion, et se retrouvés coincés lorsque les choses ont commencé à mal tourner. De 1982 à 1985, le Québec se signale par le nombre élevé de faillites agricoles; 1984 marque le point culminant de cette série noire, alors que près d'une faillite agricole sur trois, au Canada, était observée au Québec.

Mais que s'est-il donc passé depuis deux qui puisse expliquer un tel revirement de situation?

Malgré le nombre élevé de faillites pendant la récession et dans les années qui ont suivi, les agriculteurs québécois ont quand même réussi à traverser la crise avec moins de dégâts que leurs confrères des autres provinces. Cette bonne tenue peut s'expliquer par les politiques gouvernementales de subventions et de prêts, par le contingentement de la production et par l'assurance-stabilisation. Protégés par cette série de mesures, les producteurs agricoles du Québec ont mieux été en mesure de profiter de la reprise lorsqu'elle est arrivée.

L'agriculture québécoise, et c'est le cas aussi en Ontario, est très diversifiée, contrairement à ce qui se passe dans l'Ouest. Or, ses principaux secteurs d'activité montrent des signes de bonne santé; après une crise majeure, la production de porc est redevenue rentable depuis 1986. Le Québec vient au deuxième rang au Canada pour la production de porc, pratiquement sur un pied d'égalité avec l'Ontario. Les banquiers interrogés ne



L'agriculture québécoise, et c'est le cas aussi en Ontario, est très diversifiée, contrairement à ce qui se passe dans l'Ouest. C'est pourquoi les agriculteurs québécois ont quand même réussi à traverser la crise avec moins de dégâts que leurs confrères des autres provinces.

voient aucun problème dans le secteur du lait, où le Québec est solidement installé en première place. Dans la production maraîchère, qui ne cesse de prendre de l'importance, 1987 s'annonce très bien, contrairement aux deux années précédentes.

Le Québec échappe presque entièrement à la guerre de prix céréalières que se livrent les États-Unis et l'Europe, et qui fait surtout mal aux provinces de l'Ouest, dont l'agriculture est peu diversifiée.

Les producteurs québécois sont forts, bien organisés et sont appuyés par d'importantes coopératives aux reins financiers

ment solides, comme Agropur ou Purdel dans le secteur du lait.

La seule ombre au tableau demeure l'élevage de bouvillons de boucherie, mais cela, encore une fois, touche moins le Québec que les provinces de l'Ouest. Toutefois, les producteurs québécois ont habilement exploité les marchés du veau de lait et de la viande de vache laitière (charcuteries, «boeuf» haché, etc.).

On constate enfin que la relève, dans le secteur agricole, est mieux formée aux techniques de gestion, plus ouverte aux

nouvelles technologies, donc plus efficace.

Comme résultat de tout cela, c'est au Québec que l'on retrouve la plus faible proportion de fermes en difficultés financières. Les chiffres du tableau suivant, compilés par Agriculture Canada, sont éloquentes. Ils indiquent, pour chaque région du Canada, la proportion de fermes non viables économiquement (exploitations insolvables, dont les créanciers ont déjà demandé le remboursement de leurs prêts ou s'approprié à la faire), de fermes en régression (exploitations dont la situation financière se dégrade et qui pourraient devenir non solvables d'ici deux ans) et, enfin, de fermes vulnérables (exploitations viables économiquement, mais aux prises avec des difficultés financières à court terme).

On remarquera que, dans l'ensemble du Canada, la proportion de fermes en difficultés est presque deux fois plus élevée qu'au Québec, dont la performance contribue par ailleurs fortement à améliorer la moyenne nationale, qui se situe à 11,7 p. cent; dans les neuf autres provinces, Québec exclus, cette proportion passe à 13,3 p. cent.

Emprunteurs agricoles en difficultés financières, par région (en % des emprunteurs agricoles de chaque région), 1986

	Fermes non viables	Fermes en régression	Fermes vulnérables	Total
Atlantique	3,4	5,1	11,2	19,8
Alberta	3,0	4,7	6,6	14,4
Saskatchewan	2,4	5,3	6,3	14,1
Manitoba	2,4	3,8	6,5	12,8
CANADA	2,2	3,9	5,7	11,7
Colombie-Brit.	2,5	2,9	4,4	9,8
Ontario	1,9	2,9	4,7	9,5
Québec	1,0	2,1	3,4	6,5

Le contrat général des frégates ira à la St. John's Shipbuilding

Presse Canadienne
QUÉBEC

Le ministre de l'Approvisionnement et des Services, M. Michel Côté, a confirmé au quotidien québécois *Le Soleil*, hier, que le chantier naval St. John Shipbuilding, du Nouveau-Brunswick, avait été choisi par le gouvernement fédéral comme entrepreneur principal en vue de la construction éventuelle de six nouvelles frégates. Toutefois, Ottawa n'a pas encore arrêté son choix sur le partage du plantureux contrat de \$3,5 milliards.

Au cours d'une conversation téléphonique depuis son bureau d'Ottawa, le ministre a nié le fait que des négociations étaient en cours entre les autorités fédérales et les dirigeants du chantier naval de Saint-Jean dans le but d'en arriver à un partage de cet alléchant contrat.

M. Côté explique toutefois que le gouvernement fédéral a demandé aux autorités de la St. John Shipbuilding de lui fournir un rapport complet sur toutes les éventualités qui peu-

vent se présenter en vue de la réalisation du contrat.

«On veut savoir par exemple, a précisé le ministre, combien peut coûter la construction des six frégates au chantier de Saint-Jean. Quel serait le prix de la construction de cinq frégates au Nouveau-Brunswick et une au Québec. Si on en construit deux au Québec et quatre au Nouveau-Brunswick, combien cela coûterait-il? Quel serait également le coût de construction de trois frégates au chantier de la St. John et trois au Québec. C'est cela que l'on veut savoir.»

Tout en refusant de parler de négociation entre les dirigeants de la St. John Shipbuilding et les autorités gouvernementales, M. Côté précise que c'est à la lumière de ces informations que le gouvernement fédéral prendra une décision finale. «Il faut également se demander, a-t-il ajouté, si le gouvernement veut toujours faire construire ces frégates. Il est aussi possible que les chantiers du Québec n'aient pas de frégate à construire. Tout cela reste à évaluer. On n'est pas rendu au partage du gâteau.»

Daniel Johnson: il serait inacceptable que tout aille au Nouveau-Brunswick

Presse Canadienne
QUÉBEC

L'octroi du contrat de construction de frégates uniquement à des entreprises du Nouveau-Brunswick serait «inacceptable», croit le ministre de l'Industrie et du Commerce du Québec, Daniel Johnson.

Mais en dépit de manchettes dans certains journaux, le contrat n'a pas encore été accordé aux chantiers maritimes de Saint-Jean (N-B.), a soutenu M. Johnson qui était interrogé à ce sujet hier à l'Assemblée nationale par le député péquiste de Roberval, Michel Gauthier.

M. Gauthier a dit craindre que ce contrat de construction

d'une valeur de \$3,5 milliards ne soit accordé au Nouveau-Brunswick en vue de convaincre le premier ministre nouvellement élu de cette province, Frank McKenna, d'accorder son appui à l'accord du lac Meech et au projet d'entente de libre-échange canado-américain.

«Le ministère fédéral de la Défense ne doit pas être l'esclave d'un seul chantier maritime et le Québec doit avoir sa part des contrats», a dit le ministre Johnson.

Le Québec compte trois chantiers maritimes majeurs qui connaissent des difficultés. Il s'agit de Versatile Vickers à Montréal, Marine Industries à Sorel et Davie à Lauzon.

MONTREAL	TORONTO	DOW JONES	L'OR (NEW YORK)	DOLLAR CANADIEN
↑ 1474,06 (+3,94) (+0,26%)	↑ 2922,67 (+11,35) (+0,38%)	↑ 1939,16 (+16,91) (+0,88%)	↓ \$463,90 (-1,00) (-0,21%)	\$ +27 / 100 76,18

Les sociétés canadiennes auront-elles des contrats US de la défense grâce au libre-échange?

Presse Canadienne
OTTAWA

Le ministre de la Défense nationale Perrin Beatty croit que le libre-échange va permettre aux industries canadiennes d'obtenir des contrats de la défense des États-Unis, améliorant par le fait même leur capacité de répondre aux besoins canadiens.

«Quand nos hommes d'affaires

iront frapper aux portes des États-Unis pour chercher des contrats de la défense, je ne veux pas que ces portes soient fermées», a déclaré le ministre à un groupe d'industriels de la défense.

M. Beatty a signalé que les industries canadiennes de la défense sont très compétitives dans certains domaines, mais qu'il faut les renforcer en augmentant la recherche et le développement.

De telles recherches se feront, a

annoncé le ministre, dans les domaines des communications et de la surveillance, particulièrement la surveillance par équipement spatial.

Les chantiers navals canadiens, d'un autre côté, sont également compétitifs, a signalé M. Beatty, et le gouvernement s'est dit confiant de les voir produire la flotte de 10 ou 12 sous-marins nucléaires qui est projetée.

Le Canada et les États-Unis, a rappelé le ministre, ont signé récemment un accord pour une base conjointe de défense du continent nord-américain. Cette entente, a-t-il affirmé, va améliorer la capacité des deux pays d'approvisionner leurs forces en Europe en cas de crise.

Opposition

M. Beatty s'est par ailleurs attaqué aux libéraux et aux néo-démocrates pour leur opposition au libre-échange et au Livre blanc du gouvernement sur la défense nationale, publié en juin dernier.

«Ceux qui font égaliser commerce avec perte de souveraineté, a-t-il dit, sont les mêmes qui font égaliser isolationnisme avec force.

«Ceux qui nous isoleraient de nos amis, alliés et voisins, sont ceux qui craignent le monde qui nous entoure. Protectionnisme et isolationnisme sont les deux côtés de la même médaille.»

Il ne suffit pas, a ajouté le ministre, de se référer à la politique de défense nationale de l'ex-premier ministre Pierre Trudeau et de dire qu'il faudrait faire plus dans le même sens.

«Les politiques d'hier ne valent que pour les hommes politiques d'hier», a-t-il soutenu.

PROPOSITIONS D'AFFAIRES

705 HYPOTHEQUES

AAA 1ère, 2e, balance vente rapide, notaire Laberge 729-4334.
ACTION RAPIDE, 2e hypothèque. Appeler 849-6625.
ARGENT à prêter, 2e hypothèque, achat balance de vente, faux à discuter. Guy Goyette notaire, 875-9277 jour.
VERMONT Investissement 733-8209 soir 488-7584, 488-4225 Milton
1 ÈRE et 2e hypothèque. Rapide. FINANCEM L.T.E.E., 845-2377.

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

COURTIERS
Le franchiséur "Les Maîtres de l'impôt inc." est à la recherche de partenaires franchisés (courtiers d'assurances, immobiliers, etc.) ayant des bureaux structurés pour leur proposer une franchise de traitement de déclarations d'impôt. AUCUNE EXPERIENCE REQUISE. Formation prévue. Informez-vous à Montréal ou 843-7443.

A DOUBLER votre capital annuel, condo, hôtel, Cabarete, Rep. Dominicaine, revenu exceptionnel, bord mer. 845-0890 466-7062.

A VENDRE compagnie diesel équipement établi depuis 20 ans. Gros chiffre d'affaires et gros profit. Appeler après 5h, 325-1237, demandeur M. Michaud.

ATELIER de couture complet, salle de coupe, bureaux, salle d'exposition. M. Lézor 849-9354.

COTON Ouate, 4 à 6 ans X; ou 7 à 14 ans, imprimés; pantalons en corduroy pour femme 5 à 13 ans, couleurs assorties. Prix spécial en grosse quantité. Appeler entre 9 h et 16 h. 383-8441.

DISTRIBUTEUR ayant un camion de 20' neuf, cherche distribution de compagnie nouvelle ou déjà établie avec contrat. Soir: 251-0655 après 7h.

ENTREPRISE en expansion, pour homme ou femme, Montréal et riverains, commerce d'opération facile et rentable, revenu élevé, entraînement, léger dépôt. Pour informations supplémentaires: 659-1815 du mardi au vendredi de 10h à 16h.

FOURNISSEUR aux chaînes de magasins cherche de la marchandise en grosse quantité à des prix réduits, appelez entre 9h et 16h, 383-0447.

FOYER d'accueil à vendre, particulier. 679-2608.

INVESTISSEUR! propriétés à revenus, secteur Rosemont, comparez 57,000 et plus, intérêt 20%. 594-8914, 497-5628, 218-3378.

INVESTISSEUR sérieux, rendement de 200% par an, 931-9322.

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

INVESTISSEUR sérieux recherche pour le domaine du spectacle, de très gros profits à réaliser, investissement à court terme. Pour toutes autres informations appeler M. Arkin au 594-5424

LOT de chaînes plaque or, argent, divers modèles, bonne qualité, à vendre ou échange. 385-5975.

LOT VETEMENTS dames, racks, caisse, bon prix. 888-7928

NOUS AVONS besoin d'un distributeur pour développer et maintenir un réseau de distribution au détail ou Québec de la reproduction d'albums AUBURN SPEEDSTER. (705) 653-4440 ou 4802.

PARTEZ votre petite imprimerie chez-vous dans votre s.s. ou garage. Équipement \$17,000. 622-3332 après 5hpm.

PLUS de 200 pochettes de bois à vendre, environ 45"x51", \$1,00 l'unité. Appeler Gilles, entre 8h et 16h 622-3344

Recherchons AGENTS U-HAUL

U-Haul est entraîné d'agrandir ses agences dans la région de Montréal. Si vous êtes une personne dynamique et motivée, avec un établissement commercial établi, qui aimerait recevoir de hautes commissions dans le domaine de la location, l'équipe U-Haul vous veut comme agent.

Veuillez communiquer avec: Sylvain Grano 344-1313

SALON DE LA FEMME DE ST-HYACINTHE

Du 24 au 27 mars 88 informations, réservations: 932-5114.

SUPERMARCHÉ, 6,000 pl. car., bon achat ou vente, \$125,000 comptant. PHARMACIEN associé, \$40,000 comptant, bonne condition. Jean Racine 483-6400

RE/MAX N.D.G. INC. CRTR

714 FRANCHISES

UNE CARRIÈRE DANS L'IMMOBILIER

Assistez à une soirée d'information sur les différentes facettes du monde de l'immobilier.

Mercredi le 25 novembre à 19 h 15, au: CEGEP

André-Laurendeau

Réservez votre place 364-3320, poste 181

851475-8714

714 FRANCHISES

BOUTIQUE de décorations et design, capital \$10,000, 592-2450 ou 658-8227.

NOUVEAU CONCEPT. Très rentable. Territoire exclusif. 383-2776.

715 SERVICES FINANCIERS

FONDS pour commerce, Industrie, affaires, opportunités, etc. DENCOL MTG - 342-1254

717 SERVICES SPÉCIALISÉS

DIRECTEUR DES VENTES, détaillant en accessoires modes, à une ouverture pour un directeur des ventes agressif, bilingue, qui dirigerait le département des ventes. Responsable de la publicité, la promotion de nouveaux produits, etc. Salaire selon expérience. La Presse, référence 1923, C.P. 6041, Station A, Montréal, H3C 3E3

718 ARGENT DEMANDE

AVONS demandes 1re, 2e hypothèques intéressants, notaire 525-2661

BESOIN argent 1ère 2e hyp. sur propriétés notaire 729-4334.

725 TENUE DE LIVRES, DECLARATIONS D'IMPOT

COMPTABILITE, Impôt de compagnie, bilan, G. Boivin 669-6408

TRAITEMENT informatique de la paie, direct accès aux comptes des employés, T-4, et relevé d'emploi, 3 à 500 employés. 594-5502.

ECONO-FLASHES

La CAISSE DE DÉPÔT investit dans COVER

Pour la deuxième fois en une semaine, la Caisse de dépôt et placement du Québec annonce une prise de participation importante dans une petite entreprise en cours d'émission publique. La Caisse en effet acheté pour \$2 millions en débentures convertibles de la société Industries Cover, ainsi que 166 667 actions ordinaires, chacune étant accompagnée d'un demi-bon de souscription, au prix unitaire de \$3, pour un coût total de \$500 000. Industries Cover tente présentement de réaliser son premier appel public à l'épargne, dans le cadre du REA. L'émission, souscrite par Brault Guy O'Brien, porte sur 1,3 million d'actions au prix unitaire de \$3. Vendredi dernier, la Caisse achetait une participation dans Goyette Transport, une autre société en cours d'émission REA.

QUEBECOR réalise d'autres acquisitions

Le groupe Quebecor vient de conclure une entente de principe portant sur l'acquisition de 85 p. cent de la société Book Press, de Brattleboro, au Vermont, et de 100 p. cent de Holyoke Lithograph, de Springfield, au Massachusetts. Les conditions de la transaction n'ont pas été dévoilées. Quebecor a précisé que les deux entreprises d'imprimerie et de reliure emploient ensemble quelque 450 personnes et ont un chiffre d'affaires combiné de \$21 millions US. Depuis deux ans, Quebecor a acheté cinq autres imprimeries aux États-Unis.

Profits de \$13,5 millions chez CAMBIOR

Le groupe Cambior, un important producteur aurifère, annonce que son bénéfice net pour les neuf premiers mois de son exercice se situe à \$13,5 millions, sur un chiffre d'affaires de \$64 millions. Vu que la société issue de la privatisation de certains éléments d'actif de Soquem était pratiquement inopérante jusqu'au 31 juillet 1986, il ne sert à rien de comparer ces résultats avec ceux de la période correspondante l'an dernier.

Recul du bénéfice chez McNEIL MANTHA

La maison de courtage en valeurs mobilières McNeil Mantha annonce que son bénéfice net pour l'exercice qui vient de se terminer a atteint \$3,9 millions, contre \$5,2 millions l'an dernier. Les résultats de l'an dernier étaient toutefois gonflés par un gain extraordinaire de \$1,3 million. La compagnie ne déclare aucun poste extraordinaire cette année. Le chiffre d'affaires de l'exercice a atteint \$42,9 millions, en progression de 40,7 p. cent par rapport aux \$30,5 millions de l'année précédente. La direction indique d'autre part que la dégringolade des cours boursiers, en octobre, n'aura pas de conséquence significative sur les résultats de la compagnie. Le krach est survenu après la fin de l'exercice financier de McNeil Mantha, le 30 septembre.



Mauvais trimestre pour DOMINION SECURITIES

La plus importante maison de courtage en valeurs mobilières au Canada, Dominion Securities, accuse une perte de \$19 millions au dernier trimestre de son exercice, contre un bénéfice de \$4,3 millions l'année dernière. Ce revirement se traduit, pour l'ensemble de l'exercice, par un important recul des bénéfices, qui se situent à \$17,5 millions, contre \$36,7 millions l'an dernier. Les résultats décevants du quatrième trimestre reflètent notamment une perte extraordinaire de \$22,9 millions avant impôts, attribuable à la baisse du prix de l'action de British Petroleum. Dominion Securities participe à l'écoulement, sur le marché canadien, des actions de la compagnie anglaise privatisée par le gouvernement de Londres.

Entente IST-NCR

La société montréalaise IST et NCR Canada viennent de signer une entente commerciale évaluée à \$25 millions. L'accord entre les deux compagnies est d'une durée de cinq ans. Il prévoit que NCR Canada, filiale du géant américain de l'électronique, s'engage à promouvoir et à commercialiser les produits IST dans les secteurs de la santé et des services aux municipalités, partout au Canada ainsi que dans les pays francophones. De son côté, IST offrira à ses clients la gamme de micro-ordinateurs Tower, de NCR, qui utilisent le système d'exploitation Unix. Fondée il y a 13 ans, IST offre une gamme complète de services informatisés, particulièrement dans le secteur hospitalier. Avec 650 employés et un chiffre d'affaires de \$56,5 millions l'an dernier, elle compte parmi les principales sociétés d'informatique au Canada.

LOGIBEC triple ses ventes et double ses profits

La société montréalaise Logibec Groupe Informatique annonce que son chiffre d'affaires pour l'exercice financier qui vient de se terminer se situe à \$8,2 millions, contre \$2,8 millions l'an dernier. Le bénéfice net de la compagnie a doublé pour s'établir à \$662 000. Logibec est spécialisée dans la conception, le développement et l'implantation de systèmes informatiques et dans la distribution de logiciels et de matériel connexe. La compagnie a réalisé son premier appel public à l'épargne il y a un an, dans le cadre du REA. Ses actions, émises à \$2, ont connu un succès certain sur le marché, se hissant à plus de \$6 au printemps dernier avant de redescendre à son cours actuel d'environ \$2,70.

LÉPINE-CLOUTIER achète un fabricant de cercueils

La maison québécoise Lépine-Cloutier, spécialisée dans les services ambulanciers et funéraires, vient d'acquiescer la société Atlas est le deuxième producteur de cercueils en bois franc au Canada. La compagnie, qui emploie une centaine de personnes et affiche un chiffre d'affaires annuel de \$6 millions, écoule 35 p. cent de sa production en Ontario, le reste étant réparti à peu près également entre le Québec, l'ouest et les Maritimes. Une petite partie (5 p. cent) est exportée aux États-Unis. Lépine Cloutier a réalisé sa première émission publique l'an dernier, dans le cadre du REA. Vendues au prix unitaire de \$2,50 à l'émission, ses actions se transigent présentement aux alentours de \$1,25.

Progression des ventes chez HONCO

Le groupe Honco, de Bernières, près de Québec, annonce que son chiffre d'affaires pour les neuf premiers mois de son exercice a atteint \$9,2 millions, en progression de 36 p. cent par rapport aux \$6,8 millions de la période correspondante en 1986. Le bénéfice net a quintuplé pour se situer à \$230 000. Le troisième trimestre a été marqué par l'obtention de plusieurs contrats totalisant \$2 millions, dans les régions de Montréal et d'Ottawa. Honco produit des bâtiments mono-coques en acier et réalise également des projets de construction. La compagnie a réalisé son premier appel public à l'épargne en décembre dernier, dans le cadre du REA. Ses actions, vendues au prix unitaire de \$3 à l'émission, s'échangent actuellement aux alentours de \$1,15.



AGROMEX acquiert un abattoir

Le groupe Agromex, spécialisé dans l'élevage du porc, annonce l'acquisition d'un premier abattoir. Il s'agit de la société Abattoir L. Fortin et Fils, de Saint-Blaise, dans la vallée du Richelieu, dont Agromex a acquis la totalité des actions pour un montant non dévoilé. Cette acquisition permettra à Agromex de faire l'abattage de 3 000 porcs par semaine au début de 1988. Le chiffre d'affaires de Abattoir L. Fortin, pour les six premiers mois de l'exercice en cours, atteint \$3,5 millions.

BOCENOR hausse ses ventes

Les ventes enregistrées par le groupe Bocenor BF, de Sainte-Marie-de-Beauce, pour les neuf premiers mois de cette année dépassent les prévisions budgétaires fixées par l'entreprise. Les ventes pour cette période ont atteint \$24,6 millions, ce qui représente 72 p. cent des objectifs envisagés pour l'exercice courant qui se terminera le 31 décembre. Le bénéfice net a atteint \$1,5 million. Le comparatif de ces résultats avec ceux de la même période en 1986 n'est pas disponible, puisque le Groupe est devenu une société ouverte en juin dernier, note Bocenor dans un communiqué. Groupe Bocenor BF est un des plus importants fabricants et distributeurs de portes et fenêtres au Québec. La compagnie a inscrit ses actions à la Bourse de Montréal en juin dernier, dans le cadre du REA. Vendues au prix unitaire de \$4 à l'émission, elles s'échangent présentement aux alentours de \$2,05.



Manteau à devant ample en worsted pure laine à influence trenchcoat. Coupe impeccable et luxueux tissus sont mis en évidence dans la Collection Aquascutum pour hommes. Afin de voir cette collection exclusive, visitez notre magasin Place Ville Marie Tél.: (514) 875-7010

Suivez le guide et réduisez vos impôts.

DIVIDENDES, INTERÊTS ET GAINS EN CAPITAL

CE GUIDE GRATUIT RÉFLÈTANT LA RÉFORME FISCALE, VOUS DIT COMMENT.

EDITION 1987

Ce guide gratuit, reflétant la réforme fiscale, vous dit comment.

La réforme fiscale promet de changer bien des choses dans la planification des placements. Et toutes les formes de placement seront touchées.

La réforme fiscale aura plus ou moins d'impact sur vous selon que vous comprendrez plus ou moins bien les options qui vous sont offertes.

La première chose à faire pour comprendre tous ces changements, c'est de faire venir gratuitement le guide de Wood Gundy: **Dividendes, intérêts et gains en capital**, dans une édition révisée à la lumière de la réforme fiscale.

Pour recevoir un exemplaire gratuit, remplissez et postez le coupon ci-dessous. Ou téléphonez au (514) 879-2600. Plus que jamais, c'est payant de suivre le guide.

Je veux savoir comment la réforme fiscale va m'affecter. Faites-moi parvenir immédiatement mon exemplaire gratuit de **Dividendes, intérêts et gains en capital**.

Nom _____

Adresse _____

Ville _____

Province _____ Code Postal _____

Téléphone _____

Bureau _____ Maison _____

Postez à: Wood Gundy Inc., 1 Place Ville Marie, bureau 3625, Montréal, Québec H3B 3P2. A l'attention de: Nicole Roy.

Si vous faites déjà affaire avec Wood Gundy, veuillez indiquer le nom de votre spécialiste en placements.

Partez gagnant

Valeurs mobilières: conflits de juridiction Québec-Ottawa en voie d'être aplanis

MYVILLE TREMBLAY

■ Certains conflits de juridiction entre Québec et Ottawa concernant les valeurs mobilières sont en voie d'être aplanis.

Hier, le Surintendant des institutions financières Michael Mackenzie qui, depuis juillet dernier, supervise l'activité des banques, des fiducies et des compagnies d'assurance de charte fédérale, a déclaré que les discussions avec la Commission des valeurs mobilières du Québec progressaient bien en ce qui a trait à l'approbation des acquisitions de maison de courtage par certaines banques.

Au Canada, le commerce des valeurs mobilières relève des provinces, mais les banques sont de juridiction fédérale. Le litige porte sur la supervision des maisons de courtage possédées par les banques.

Après un discours devant des analystes financiers, M. Mackenzie a déclaré aux journalistes que les quelques cas pendants étaient présentement discutés sur une base ad hoc, mais que les deux parties devraient en arriver prochainement à un protocole d'entente.

Le Surintendant a admis que les consultations avec le Québec auraient dû commencer plus tôt. Par ailleurs, il a explicitement reconnu la juridiction des provinces en matière de valeurs mobilières.

«Je ne vois pas le besoin d'une commission nationale des valeurs mobilières au Canada. Les commissions provinciales font un excellent travail et dans les faits, nous avons un système national qui est administré par les provinces. Il n'est pas possible de le tourner en passant par une province qui serait moins sévère», a déclaré M. Mackenzie.

Ce dernier s'est dit impressionné par la qualité et la rapidité des communications entre les différents organismes réglementaires au cours de la récente crise boursière.

Pour ce qui est du marché exempt, qui comprend les transactions non réglementées que font depuis plusieurs années les banques sur les obligations et les bons du Trésor, M. Mackenzie a réaffirmé son désir de superviser toutes les activités entreprises par les banques, mais a dit qu'une supervision n'amenait pas nécessairement un règlementation de ce marché.

Il a également invité les banques à pratiquer une «comptabilité extrêmement conservatrice» pour ce qui est de l'évaluation de leur portefeuille de prêts.

De plus, M. Mackenzie a dit avoir rencontré des directeurs faisant partie des conseils d'administration des banques, sans la



M. Michael Mackenzie

présence des membres de la direction, pour les enjoindre à plus d'autonomie face aux dirigeants et à prendre leurs responsabilités plus au sérieux.

Les créanciers de MUX LAB: assemblée le 28 janvier

■ La juge Jeannine M. Rousseau, de la Cour supérieure du district de Montréal, a autorisé Mux Lab à reporter au 28 janvier 1988 l'assemblée générale de ses créanciers, afin de permettre à la société de soumettre un arrangement modifié à ses créanciers au plus tard le mardi 29 décembre. La société d'informatique s'était adressée au tribunal afin d'obtenir ce délai additionnel de façon à permettre au nouveau président Gilles-André Bouchard d'évaluer de façon adéquate l'état des opérations de la société en vue de proposer à ses créanciers un arrangement équitable qui permette également la survie de la compagnie. L'assemblée des actionnaires était d'abord prévue pour le 27 novembre.

Nouvelle inscription en Bourse

■ Les actions ordinaires de Explorations Fairfield sont inscrites depuis mardi à la cote de la Bourse de Montréal. La société est principalement engagée dans l'acquisition, l'exploration et la mise en valeur de propriétés minières. La société entreprend présentement des programmes d'exploration au coût de \$407 000 sur des propriétés aurifères en Abitibi. Le siège de la société est situé à Rouyn Noranda.

Chute des mises en chantier aux USA

■ Le rythme de construction de maisons neuves a chuté de 8,2 p. cent au mois d'octobre aux États-Unis, la baisse la plus forte depuis plus de trois ans et sans doute le premier signe des effets de la crise boursière de ces dernières semaines. Les craintes de voir la croissance se réduire ont sans doute incité les acheteurs potentiels à la prudence en fin de mois. Mais un autre facteur essentiel à l'origine de la baisse fut le niveau très élevé des taux d'intérêt quelques jours avant le krach boursier.

Technologie de Pointe

CHEZ TANDY

Quand vous pouvez vous vanter de l'un des plus grand choix d'ordinateurs MS-DOS et XENIX de l'industrie, cela mérite d'être fêté! Donc ce mois-ci, Tandy en profitera pour offrir des prix spéciaux de lancement

sur ses ordinateurs. Nous offrons un contrat d'entretien en atelier de 12 mois qui porte la garantie de 3 mois sur l'unité centrale à 15 mois de service. Venez aujourd'hui, pour la technologie de pointe.

Profitez de notre offre boni spéciale de lancement



TANDY 1000 HX

Chargement sans disques! Le MS-DOS s'amorce à partir de mémoire morte dès qu'on met le HX en marche. Avec logiciel DeskMate II personnel possédant une unité de disque 3-1/2" intégrée. 25-1053

HX, écran mono VM-4 (25-1020) et contrat d'entretien en boni...

\$1299⁰⁰

Total des prix cour. 1627.00

HX, écran couleur CM-5 (25-1023) et contrat d'entretien en boni...

\$1499⁰⁰

Total des prix cour. 1927.00

Support d'écran vendu séparément

TANDY 1000 TX

La puissance d'un 80286 à un prix abordable. Le microprocesseur 80286 permet une vitesse de traitement incroyable. Ecran vidéo au choix avec DeskMate II personnel et contrat d'entretien en boni 25-1600

Avec écran monochrome VM-4 (25-1020)

\$1899⁰⁰

Total des prix cour. 2287.00

Avec écran couleur CM-5 (25-1023)

\$2099⁰⁰

Total des prix cour. 2587.00

Avec écran couleur CM-11 (25-1024)

\$2299⁰⁰

Total des prix cour. 2787.00

TANDY 4000

La technologie informatique à son meilleur. Avec microprocesseur 80386 de 32 bits pour grande puissance de traitement, à prix abordable. Il exécute rapidement les logiciels comme le MS-DOS, il s'utilise aussi avec le système multi-utilisateur XENIX V/286 et il est prêt pour l'OS/2. Mémoire standard d'un M-o extensible à 16 M-o et unité de disque souple de 3-1/2". 8 accès de carte laissent amplement de place aux améliorations. Avec contrat d'entretien d'un an en boni. 25-5000

\$4595⁰⁰

Total des prix cour. 5054.00

Ecran/adaptateur non fournis

TANDY 3000

Le Tandy 3000 perfectionné possède un microprocesseur 80286 qui "tourne" à 12 MHz pour exécuter rapidement vos programmes MS-DOS. S'utilise aussi avec système multi-utilisateur XENIX V/286. Prêt pour le nouveau système OS/2. Unité de disque 5-1/4" intégrée à mémoire de 640 K, 9 accès de carte qui facilite l'extension. Avec notre contrat d'entretien en boni. 25-4002

\$3295⁰⁰

Total des prix cour. 3624.00

Ecran/adaptateur non inclus

TANDY 1400 LT

Le traitement avec MS-DOS maintenant portatif! Notre nouveau 1400 LT a deux unités de disque 3-1/2" et un écran à LCD "supertwist" éclairé par l'arrière. Avec mémoire 768 K, alimentation amovible et poignée pratique. Offert avec notre contrat d'entretien en boni...25-3500

\$2395⁰⁰

Total des prix cour. 2634.00

ORDINATEURS TANDY

DIVISION INTERTAN CANADA LTEE.



CENTRES D'ORDINATEURS TANDY à St-Laurent 337-2741, Montréal 849-2031, Laval 687-4454, et Greenfield Park 465-0441. Egalement disponibles chez les détaillants autorisés participants.

Steinberg projette d'ajouter cinq ou six nouveaux magasins à sa chaîne «M» au Québec

RICHARD DUPAUL

■ Forts d'une entrée réussie, les magasins «M» de Steinberg (anciennement les Miracle Mart) envisagent d'ajouter, d'ici deux à trois ans, 5 ou 6 nouveaux établissements au groupe de 20 présentement en activité au Québec, affirme le président de «M», Michael P. Kershaw.

«La nouvelle formule a répondu à nos attentes... d'ailleurs, nous prévoyons frôler le point mort pour l'exercice en cours et, pour les années subséquentes, nous dégagerons des bénéfices», a révélé M. Kershaw au terme d'un petit déjeuner-causerie organisée par l'Association de marketing de Montréal dont il était l'invité, hier.

Les futurs «M» seront vraisemblablement implantés dans leur territoire de prédilection actuel, c'est-à-dire dans un rayon de 300 kilomètres de Montréal. M. Kershaw élimine ainsi le marché du sud-ouest de l'Ontario des projets immédiats pour les «M». Miracle Mart a déjà exploité sept magasins dans cette région, lesquels n'ont toutefois jamais connu le succès escompté.

Steinberg a définitivement mis au rancard ses Miracle Mart à la fin du mois d'août. Ces derniers, sauf dans de rares exceptions, ont été déficitaires à chaque année depuis leur arrivée (sous le nom Woodwards/Steinberg) en 1961; l'an dernier la division Miracle Mart a été responsable d'une perte d'exploitation de \$9,9 millions.

M. Kershaw estime que les coûts de la conversion des 20 ma-

gasins «M», ainsi que les frais associés à la fermeture de 11 Miracle Mart, s'élevaient à \$40 millions. De toute évidence, une opération qui en vaut la peine si l'on considère que la nouvelle formule a grandement amélioré (M. Kershaw ne dit pas combien) le rendement au pied carré de la compagnie. Il a précisé que le premier magasin-pilote des «M», à Laval, a augmenté ses ventes de 55 p.

cent au cours des deux dernières années.

M. Kershaw a expliqué à son auditoire que la mission des «M» était «de satisfaire les attentes des familles de classe moyenne, sensibles au prix, à travers une mise en marché au goût du jour et originale». Concrètement, les «M» ont modifié le dosage de leur marchandise en faveur d'abord des vêtements (surtout les vête-

ments pour femmes et enfants); en contrepartie on a diminué la quantité de produits domestiques durables de 90 p. cent par rapport au niveau fixé sous l'ancienne formule.

La direction a aussi diminué les coûts d'opération, surtout en ce qui touche les inventaires, la distribution et les frais du quartier général.

Industrie: la CUM concentre ses efforts publicitaires sur la Nouvelle-Angleterre

Campagne de \$250 000 dans les éditions régionales des grands médias

JACQUES BENOIT

■ C'est uniquement sur la Nouvelle-Angleterre que la Communauté urbaine de Montréal centrera cette année ses efforts publicitaires en vue de favoriser l'implantation de nouvelles activités manufacturières et de centres de recherche dans le Grand Montréal.

Jouant sur les mots comme le veut la mode (*Introducing the Best Thing Next to New England*, dira la pub), le message a déjà paru sur une pleine page du quotidien *Boston Globe* et sur deux pages du numéro de cette semaine de *Business Week*, édition du Massachusetts.

Total du budget: \$250 000 pour 18 réclames, dont 4 dans l'édition Nouvelle-Angleterre (elle commencera à paraître au début de 1988) de la plus presti-

gieuse publication financière des États-Unis, le *Wall Street Journal*.

«\$250 000, c'est vraiment pas beaucoup», a reconnu hier le président de la CUM, M. Michel Hamelin... quoique ce soit mieux que les \$180 000 dépensés par la CUM aux États-Unis pour les mêmes fins l'année dernière, a-t-il ajouté.

Pourquoi la Nouvelle-Angleterre? et pourquoi la CUM s'en tiendra-t-elle à faire paraître sa publicité dans les grands journaux locaux, ou dans les éditions régionales des publications nationales?

Région prospère, «qui affiche le taux de croissance économique le plus élevé et présente le plus bas niveau de chômage aux États-Unis», la Nouvelle-Angleterre souffre aujourd'hui, pour ce qui est de son secteur de haute technologie, d'une pénurie de main d'œuvre spécialisée, a-t-il expliqué.

«Nous offrons une solution à ce problème: investir chez nous, un milieu cosmopolite et attra-

yant, situé à moins d'une heure d'avion de Boston.»

L'approche publicitaire, elle, permettra à la CUM d'atteindre sa clientèle cible — les cadres supérieurs de grandes et moyennes entreprises — «à un coût raisonnable», la publicité de portée nationale étant extrêmement chère aux États-Unis. «Dans l'édition courante du *Wall Street Journal*, une pleine page coûte \$35 000 US, mais \$10 000 dans l'édition de la Nouvelle-Angleterre.»

La publicité, bien conçue, met l'accent sur les avantages qu'offre le Grand Montréal: le flux annuel de nouveaux diplômés (17 500) dans les domaines visés; les salaires moins élevés de 20 à 40 p. cent ici comparativement aux salaires à Boston; le prix des maisons deux fois moins élevé à Montréal, etc.

«Je serais très content si on dénichait 200 entreprises de qualité, c'est-à-dire avec qui il y aura plus de deux contacts», a indiqué pour sa part le directeur de l'Office de l'expansion économique de la CUM, M. Stephen Bigsby.

CORPORATION PREMIÈRE QUÉBEC



JOSEPH BERGER



ANTHONY OSTROWSKI

M. Michael J. Weigensberg, président et chef de la direction de la Corporation Première, Québec a le plaisir d'annoncer la nomination de M. Joseph Berger au poste de vice-président et directeur général et celle de M. Anthony Ostrowski au poste de coordonnateur des locataires.

M. Berger, B.A., B.C.L., était jusqu'à tout récemment vice-président principal d'une entreprise publique de vente au détail, après avoir occupé le poste de président de Sherwin Williams Canada Ltée.

M. Berger fera bénéficier l'organisation de son expérience en gestion générale, finance et administration et location immobilière.

M. Anthony Ostrowski est diplômé en technologie civile. Il possède plus de dix ans d'expérience dans les domaines liés à la gestion immobilière. Dans ses nouvelles fonctions, il sera responsable de la coordination de la construction des améliorations locatives dans l'ensemble des immeubles appartenant à la Corporation Première, Québec ou gérés par celle-ci.

La Corporation Première, Québec est un chef de file en promotion immobilière d'espace à bureaux de première qualité. En participation avec divers associés, elle est devenue un intervenant majeur dans le réaménagement du centre de Montréal. Depuis 1966, la Corporation Première, Québec a amorcé quelque seize projets de construction dans Montréal et sa banlieue. Ces immeubles représentent aujourd'hui plus de sept millions de pieds carrés de superficie. Les réalisations comprennent des édifices de grande renommée telle la tour de l'Industrielle-Vie, au 2000, avenue McGill College.

Le projet le plus récent de la Corporation Première, Québec est celui de la Maison des Coopérants, à l'angle de la rue University et du boulevard de Maisonneuve. Ce gratte-ciel de 34 étages a été construit par le biais d'une entreprise en participation entre Les Coopérants, Société mutuelle d'assurance-vie, le Groupe de compagnies Westcliff et la Corporation Première, Québec.

PARCAP



Marc T. Stringer

Jean F. Morrissette, Président et chef de la direction de Parcap Management Inc., est heureux d'annoncer la nomination de Marc T. Stringer à titre de vice-président groupe, responsable des compagnies et des divisions électronique, alimentation, technologie.

M. Stringer a occupé des postes de direction au sein de plusieurs importantes compagnies canadiennes dans les domaines du transport, de l'aérospatiale, de l'électricité et de l'électronique.

Parcap est une firme de gestion privée, active dans le domaine des acquisitions et fusions, ayant des investissements concentrés dans une sélection d'industries manufacturières et reliées aux biens de consommation.

20% DE RABAIS



- PALETOTS
- COMPLETS
- VESTONS SPORT
- PANTALONS
- CHANDAILS

GIANTONIO

LE MAÎTRE FAISSEUR ITALIEN

7396 St-Hubert
271-5771

VISA - MASTERCARD - AMERICAN EXPRESS



Jean-Claude Hubert



Nancy Proulx

Monsieur Normand Chevrier, président et chef de la direction de Bastien Inc., a le plaisir de rendre publiques les nominations suivantes.

M. Jean-Claude Hubert est nommé directeur de produits, bottes et chaussures habillées. Il est responsable de l'analyse des tendances, du développement des collections et du contrôle de la qualité.

Mme Nancy Proulx est nommée directrice des ressources humaines de Bastien Inc. Elle détient un Bacc. en relations industrielles de l'Université Laval.

Bastien est un des plus importants manufacturiers canadiens de chaussures. La compagnie opère trois usines dans la région de Québec. Ses produits sont vendus au Canada, aux États-Unis et en Europe. Les actions de Bastien Inc. se transigent à la Bourse de Montréal.

Bastien

LA GESTION DANS LE DOMAINE INTERNATIONAL VOUS INTÉRESSE...

Un nouveau programme, diplôme de 2^e cycle en administration internationale, est offert à l'ENAP; il vise à former des managers préoccupés de mieux saisir la nature et l'évolution de l'environnement international.

Critères d'admissibilité:

- être titulaire d'un baccalauréat ou l'équivalent; ou
- posséder les connaissances requises, une formation appropriée et une expérience jugée pertinente.

De plus, le candidat doit:

- avoir trois ans d'expérience pertinente,
- manifester un intérêt pratique et des aptitudes réelles pour des études avancées à caractère international.

Renseignements et formulaire d'admission:

ENAP-Montréal: Marie-Pierre Larose: (514) 522-3641

Date limite pour présenter sa candidature: 4 décembre 1987



Université du Québec

École nationale d'administration publique

Pour vous amener plus loin sur les routes tortueuses, nous avons pensé encore plus loin. La Saab 9000S

puissant moteur de 2L avec 16 soupapes et injection du carburant, un climatiseur à commande automatique assisté par ordinateur et une traction avant.

Elle est livrable avec une boîte automatique ZF 4 vitesses ou une boîte manuelle ZF 5 vitesses.

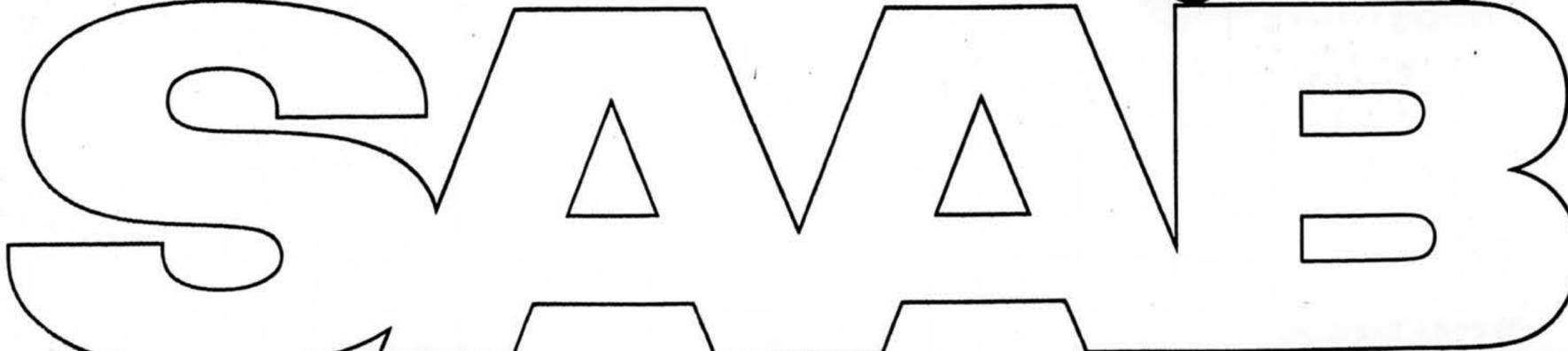
Mais, ne vous arrêtez pas là... Venez

Tout dans la Saab 9000S a été pensé plus loin. Prenez, par exemple, son intérieur: il est si généreux que l'EPA* a qualifié la 9000S de grande routière. Seules deux voitures importées reçoivent pareil honneur, l'autre étant la limousine Rolls Royce Silver Spur.

Pour vous amener encore plus loin, la 9000S possède aussi un

l'essayer. Vous verrez alors que la Saab 9000S va encore plus loin que vous l'aviez pensé.

Les nouvelles Saab... pour saborder vos habitudes.



L'ASSOCIATION DES CONCESSIONNAIRES SAAB DE MONTRÉAL

*Environmental Protection Agency, organisme américain.

Saab Élégante 7965 Langelier (au nord du boul. Métropolitain) Saint-Léonard 322-0104

Auto Robert Barrell Inc. 11355 Côte-de-Liesse Dorval 631-4387

Garage Lavigne Inc. 37 Rue Sainte-Anne Sainte-Anne-de-Bellevue 457-5537

Le Groupe SNC décroche des contrats au Koweït et en Afrique du Nord

RICHARD DUPAUL

Le Groupe SNC est sur le point d'annoncer deux contrats d'ingénierie qu'il a récemment obtenus à l'étranger: le premier est un projet de système de télécommunication pour le Koweït; le second est un important projet d'irrigation des terres agricoles pour un pays d'Afrique du Nord, une opération dépassant les \$200 millions.

C'est le président du conseil de SNC, M. Jean-Paul Gourdeau, qui a lui-même vendu la mèche, hier, avant de s'adresser aux membres de la Société des relationnistes du Québec. Une porte-parole de la compagnie, Mary Hall, a confirmé qu'un communiqué de presse doit être distribué mardi pour annoncer le projet du Koweït. Quant au contrat nord-africain,

une annonce officielle doit être faite avant la fin du mois.

Selon les informations obtenues, le projet d'irrigation pour l'Afrique du Nord sera financé en partie par l'ACDI (l'Agence canadienne de développement international). Ce travail, réalisé pour le compte d'un pays non identifié, exigera de détourner les eaux de deux rivières pour les acheminer vers une zone agricole. Il nécessitera la construction d'un barrage ou d'un tunnel (cela demeure à déterminer), et d'une station de pompage; l'opération sera réalisée sur une période de six ans ou plus.

En ce qui touche le contrat du Koweït, Groupe SNC a été mandaté pour fournir le logiciel et l'équipement informatique pour un nouveau système de télécommunications. Plus précisément, il

s'agit de concevoir un système de gestion des ondes électro-magnétiques pour la radio et la télévision. La compagnie a précisé que ce contrat est relativement «modeste» mais elle s'est abstenue de donner plus de détails.

Par ailleurs, La Presse a appris que SNC était en bonne posture pour décrocher un second contrat dans le projet d'ISAWIP en Égypte.

SNC travaille depuis l'été dernier à l'amélioration des terres agricoles et des eaux dans le delta du Nil; ce contrat est évalué à \$74,5 millions et la partie canadienne dépasse \$48 millions. Le second contrat, si SNC l'obtient, serait de nature «complémentaire» au projet en cours, selon les informations obtenues. ISAWIP est l'abréviation de «Integrated Soil and Water Improvement Project».

Essence: les cadeaux de pacotille ont remplacé les guerres de prix

Presse Canadienne

Les guerres de prix de l'essence ont été remplacées par des campagnes publicitaires, reposant sur une flopée de cadeaux tape-à-l'oeil et de marchandises à prix réduits, par les sociétés pétrolières commençant à manquer de stratagèmes pour s'arracher les clients.

Dans un marché où la différence de prix minime ne permet pas de distinguer une station-service d'une autre, offrir des verres à rabais, des chaussettes de pacotille ou des sacs à ordures est devenu une décision d'intérêt primordial relevant directement du siège social de la compagnie et qui est souvent le résultat de plus d'une année d'étude.

«Tout le monde a besoin d'essence et le choix est si étendu», fait remarquer le directeur des relations publiques de Shell Canada, Joe Mariash, au cours d'une interview.

«Vous êtes toujours à la recherche de quelque chose qui attirera l'attention.»

Dans un marché comme la région montréalaise, où les prix varient autour de 53 cents le litre, beaucoup de détaillants découvrent qu'ils ne peuvent plus fonctionner sans les primes.

Les promotions présentent plus d'attrait pour les sociétés de pé-

trole que le fait de couper les prix parce qu'elles reviennent moins cher, note encore M. Mariash.

Consommation réduite

D'après les chiffres de Statistique Canada, le nombre de stations-service à travers le pays a diminué d'environ un millier au cours des 10 dernières années. Et bien qu'on puisse affirmer que les 17 500 centres de service se partagent une plus grande part du marché, le fait que les automobiles consomment moins d'essence rend le marché encore plus compétitif.

Sans chiffres à l'appui, le porte-parole de Texaco Canada, Mike Jamieson, assure que les promotions ont fait grimper les ventes.

«Évidemment, nous n'entreprendrions pas ce genre de campagnes si elles ne rapportaient rien», a-t-il dit.

«Une promotion donne à tout entrepreneur une petite chance de se faire connaître et d'offrir aux clients quelque chose qu'ils aimeraient avoir. Ça fait du bien à tout le monde.»

Le Groupe marketing des concessionnaires GM du Québec

Monsieur Pierre Cloutier, président du Groupe marketing des concessionnaires General Motors du Québec, est heureux d'annoncer la nomination de monsieur André Robitaille au poste de directeur du marketing. Ayant occupé divers postes de direction au sein de grandes entreprises nationales, monsieur Robitaille possède déjà une solide expérience en gestion et en marketing. De par ses fonctions, M. Robitaille sera responsable de la mise en place de ce nouveau regroupement ainsi que de l'élaboration et l'exécution des stratégies et programmes marketing. Le Groupe marketing des concessionnaires General Motors du Québec est une toute nouvelle organisation qui verra à unifier et consolider la force de frappe des concessionnaires GM sur le marché québécois.

CARRIERES ET PROFESSIONS

Université de Montréal

Professeur à plein temps

Le Département de science politique de la Faculté des arts et des sciences cherche un professeur en administration publique.

Fonctions: Enseignement aux trois cycles; encadrement des étudiantes et des étudiants; recherche.

Exigences: Doctorat en science politique ou l'équivalent; aptitude à donner des enseignements généraux. La préférence sera accordée aux secteurs suivants:

- institutions administratives
- droit administratif
- administration comparée
- administration régionale et locale
- finances publiques et administration budgétaire
- études quantitatives des phénomènes administratifs

Traitement: Selon la convention collective.

Entrée en fonction: Le 1^{er} juin 1988 ou le 1^{er} janvier 1989.

Les candidates et les candidats doivent faire parvenir leur curriculum vitae, une copie de leurs diplômes, une liste de leurs publications et trois lettres de recommandation avant le 1^{er} mars 1988 à:

M. Denis Monière
Directeur
Département de science politique
Université de Montréal
C.P. 6128, succursale A
Montréal (Québec)
H3C 3J7

Conformément aux exigences prescrites en matière d'immigration au Canada, cet avis de concours s'adresse aux citoyens canadiens et aux résidents permanents du Canada.

Université de Montréal

Professeur à plein temps

Le Département de science politique de la Faculté des arts et des sciences cherche un professeur en relations internationales.

Fonctions: Enseignement aux trois cycles; encadrement des étudiantes et des étudiants; recherche.

Exigences: Doctorat en science politique ou l'équivalent; aptitude à donner des enseignements généraux. La préférence sera accordée aux candidats et aux candidats spécialisés dans l'étude des organisations internationales et transnationales, dans les études internationales quantitatives et le droit international.

Traitement: Selon la convention collective.

Entrée en fonction: Le 1^{er} juin 1988 ou le 1^{er} janvier 1989.

Les candidates et les candidats doivent faire parvenir leur curriculum vitae, une copie de leurs diplômes, une liste de leurs publications et trois lettres de recommandation avant le 1^{er} mars 1988 à:

M. Denis Monière
Directeur
Département de science politique
Université de Montréal
C.P. 6128, succursale A
Montréal (Québec)
H3C 3J7

Conformément aux exigences prescrites en matière d'immigration au Canada, cet avis de concours s'adresse aux citoyens canadiens et aux résidents permanents du Canada.

ALDO RESTAURANT
La fine cuisine italienne... fière de son accent sicilien
DINERS D'AFFAIRES À PARTIR DE 8 \$
Ouvert du lun. au ven. de midi à minuit, sam. 17 h à minuit. Dimanche fermé.
1231, rue de la Montagne
866-0831 — 3240

BANQUE LAURENTIENNE DU CANADA
Avis est par les présentes donné que lors d'une réunion de son conseil d'administration tenue le 28 octobre 1987, la Banque a adopté le règlement IX et ce, conformément à l'article 45(1)b de la Loi sur les Banques, à l'effet que les détenteurs d'actions ou de catégories d'actions ne bénéficient pas du droit de préemption visé au paragraphe 122(1) pour des actions à émettre après le 28 octobre 1987.
Par ordre du conseil d'administration,
Le président et chef de la direction,
Roland Breton

Voir, sentir, goûter... EXTRA!
CARTE NOIRE

VOS IMPÔTS

L'après-réforme

ROGER GORMAN, P.C.A., associé de Caron Bélanger Clarkson Gordon

La semaine dernière, nous avons abordé certains domaines où une planification fiscale est possible ou même souhaitable d'ici la fin de l'année pour les particuliers à la suite des propositions de la réforme fiscale de juin dernier. Nous allons voir aujourd'hui le dernier volet de stratégie fiscale pour les particuliers.

Comme déjà mentionné, les particuliers, qui investissent dans des placements à l'abri de l'impôt comme les films ou les actions accréditées, ont jusqu'à la fin de 1987 pour faire de tels placements et profiter en même temps des règles actuelles.

Dans le cas des actions accréditées de sociétés minières, les investisseurs, en vertu des règles actuelles, peuvent se prévaloir d'une déduction supplémentaire sous forme d'épuisement au titre de l'exploration minière, qui équivaut à 33 1/3 p. cent des frais d'exploration. La déduction pour épuisement descendra à 16 2/3 p. cent dans le cas des frais engagés après le 30 juin 1988 et à zéro dans le cas des frais engagés après le 30 juin 1989. Par la même occasion, le gouvernement a annoncé que les subventions accordées dans le cadre du programme d'encouragement à l'exploration et à l'aménagement au Canada visant l'exploration pétrolière et gazière seront progressivement retirées sur approximativement la même période que l'épuisement gagné.

La stratégie des investisseurs, à savoir s'il convient ou non de réaliser les gains en capital courus dans leur portefeuille de placements en 1987 ou ultérieurement, dépendra d'innombrables circonstances. Si les gains en capital courus d'un particulier en ce moment sont inférieurs au solde de l'exonération à vie des gains en capital de \$100 000, l'investisseur pourrait apparemment reporter la réalisation des gains en capital courus jusqu'en 1988 ou ultérieurement car l'exonération à vie des gains en capital éliminera tout assujettissement éventuel à l'impôt. Toutefois, cette stratégie ne convient peut-être pas à cause de la nouvelle règle sur les pertes nettes cumulatives sur placements. Si l'investisseur subit une perte nette cumulative sur placements en 1988 et ultérieurement, cette dernière grugera l'exonération à vie des gains en capital de \$100 000. L'investisseur doit donc décider si la stratégie qu'il lui convient d'adopter consiste à réaliser ses gains courus en 1987 plutôt qu'en 1988 ou au cours d'années ultérieures.

S'il cherche à opter pour la stratégie la plus appropriée, il lui importe d'analyser sa stratégie d'investissement actuelle et de décider s'il subira ou non une perte nette cumulative sur placements en 1988 ou au cours des années ultérieures. Le Livre blanc propose que la perte nette cumulative sur placements comprenne un nombre d'éléments réclamés après 1987 dont:

- les déductions, intérêt compris, qui excèdent les revenus d'intérêts, les dividendes imposables, un loyer ou d'autres revenus tirés de biens;
- les frais de financement, intérêt compris, relatifs à une participation à une société en commandite, qui excèdent la part de revenus du particulier y afférent;
- une perte provenant d'une participation à une société ou d'un arrangement de copropriété dans lequel le particulier ne joue aucun rôle actif; ou
- des dépenses d'exploration au Canada ou d'autres ressources relatives à une action accréditive ou à une participation dans une société dans laquelle le particulier ne joue pas un rôle actif.

Depuis l'introduction de l'exonération à vie des gains en capital en juin 1985, une stratégie commune à bon nombre de particuliers à revenu élevé consiste à emprunter de l'argent auprès d'une banque pour acheter des actions de fonds mutuels. Les frais d'intérêt sur le prêt bancaire sont déductibles des autres revenus et d'ailleurs les fonds mutuels versent peu ou pas de dividendes. Par la même occasion, les fonds mutuels ont généralement connu une croissance du capital importante au cours des dernières années. L'investisseur a donc pu déduire les frais financiers sur son emprunt bancaire et, finalement, obtenir une croissance de son capital sur les actions du fonds mutuel sans avoir réellement à payer de l'impôt.

Le retrait de l'augmentation future prévue de l'exonération des gains en capital de \$500 000 et l'introduction de la règle de la perte nette cumulative sur placements amèneront probablement les investisseurs à réévaluer leurs stratégies de placement.

Les particuliers qui ont réalisé des gains en capital de \$100 000 ou plus depuis 1984 seront un peu plus portés à réaliser les gains en capital courus avant la fin de 1987 au lieu de reporter cette réalisation à 1988. Dans le cas des gains en capital, le taux marginal combiné fédéral et provincial le plus élevé sera approximativement 3,5 points de pourcentage de plus en 1988 qu'en 1987 dans toutes les provinces sauf au Québec. En supposant que le Québec maintienne ses taux d'impôt des particuliers actuels, les taux d'impôt marginaux combinés fédéral et provincial les plus élevés sur les gains en capital seront d'approximativement 6,5 points en pourcentage de plus en 1988 qu'en 1987. L'impôt le plus élevé sur les gains en capital découle de la proposition selon laquelle 66 2/3 p. cent des gains doivent être inclus dans le revenu imposable en 1988 et 1989. Il serait de toute évidence préférable de réaliser les gains courus avant 1990 lorsque le montant des gains en capital à inclure dans le revenu imposable passera à 75 p. cent.

Même si la réalisation anticipée des gains courus semble moins attrayante, les investisseurs devront reconnaître qu'une telle réalisation exige une sortie de fonds afin de payer l'impôt. Par conséquent, leurs calculs devront tenir compte de la valeur temporelle de l'argent.

Lorsqu'il s'agit d'impôt, il s'agit toujours d'argent. Bonne planification!



AVIS DE DIVIDENDES

Avis est par les présentes donné que les dividendes par action en circulation de la Banque de Montréal pour le trimestre courant sont déclarés payables aux actionnaires inscrits à la clôture des livres, le 6 novembre 1987, selon les modalités ci-dessous:

1. Dividende n° 516, au taux de \$0.50 par action ordinaire entièrement libérée, payable à compter du 27 novembre 1987;
2. Dividende n° 24, au taux de \$0.625 par action privilégiée entièrement libérée de catégorie A, série 2, à dividende de \$2.50, payable à compter du 25 novembre 1987; et
3. Dividende n° 15, au taux de \$0.53125 par action privilégiée entièrement libérée de catégorie A, série 3, payable à compter du 25 novembre 1987.

Au lieu de recevoir leur dividende en argent, les actionnaires de la Banque de Montréal peuvent le recevoir en actions ordinaires de la Banque conformément au Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions pour les actionnaires et au Programme de dividende en actions. À cet égard, les actionnaires qui voudraient participer à ces programmes doivent faire parvenir leur formule d'adhésion à la Compagnie Trust Royal, Service aux sociétés, 630, boul. Dorchester ouest, Montréal (Québec) H3B 1S6 avant la clôture des livres le 6 novembre 1987.

Cette offre s'adresse également aux détenteurs d'actions immatriculées au nom de prête-noms. Pour de plus amples renseignements, téléphoner à frais virés à la Compagnie Trust Royal au numéro (514) 876-2737.

Par ordre du Conseil
M^{re} PIERRE G. BOURGEOIS, LL.B.
Secrétaire
Montréal, le 27 octobre 1987

DES AFFAIRES PLEINES D'AVENIR!

Plus qu'une exposition, Transstech International 87, vous ouvre les portes de la technologie et des occasions d'affaires... et d'avenir! Venez découvrir 2 000 nouveaux produits et des technologies nouvelles ou éprouvées sur des marchés extérieurs. Ils sont offerts pour achat de brevet, pour fabrication sous licence, pour distribution ou pour coparticipation. Vous pourrez même assister, sous vent en primeur, à des démonstrations de technologies qui feront le quotidien de l'an 2 000!

Palais des Congrès de Montréal, du 25 au 29 novembre 1987.

Entrée: 10\$. Laissez-passer pour cinq jours: 20\$. (514) 737-9883

UNE RÉALISATION DU **CIIM** Centre d'innovation Industrielle/Montréal

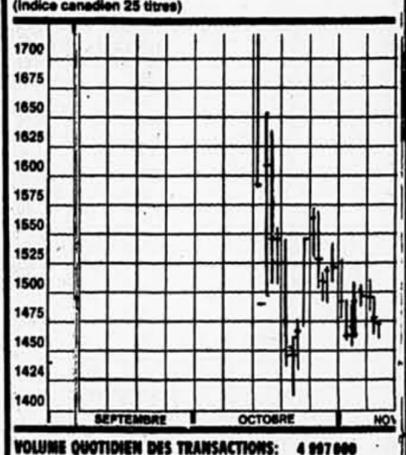
AVEC LA COLLABORATION DE **Gouvernement du Canada** **Gouvernement du Québec**

PRINCIPAL COMMANDITAIRE **Gar Métropolitain**

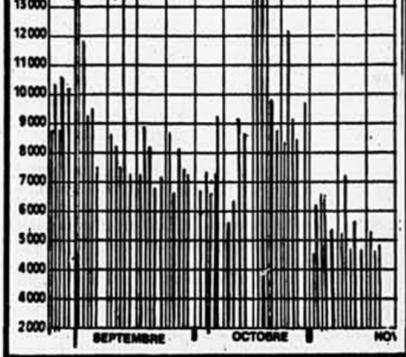
TRANSTECH INTERNATIONAL 87

MONTRÉAL

VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSÉ. Haut: 1474,86. Fermeture: 1474,86. Bas: 1468,82.



VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 4 937 900



INDICES DE MONTRÉAL

Table listing various market indices such as MARCHÉ CANADIEN (XXM), MINES/MÉTAUX (XCM), and BIENS D'ÉQUIP. (XCI) with their current values and changes.

NOTE: Cotes en cents sauf lorsque indiqué s; f=actions non votantes; à=voies limitées ou restreintes; u=titre négocié en dollars US; Z=lot irrégulier.

Table A/B listing various stocks and their price movements.

Table K/L listing various stocks and their price movements.

Table E/F listing various stocks and their price movements.

Table M/N listing various stocks and their price movements.

Table G/H listing various stocks and their price movements.

Table I/J listing various stocks and their price movements.

Table O/P listing various stocks and their price movements.

Table Q/R listing various stocks and their price movements.

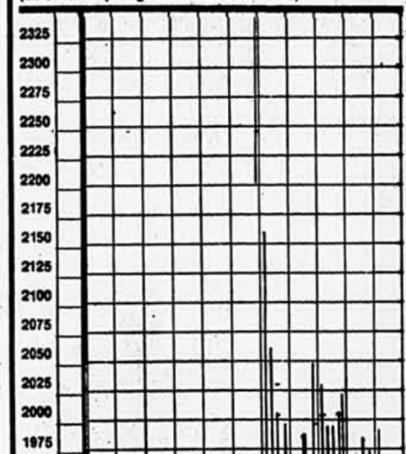
Table S/T listing various stocks and their price movements.

Table U/Z listing various stocks and their price movements.

Table listing various stocks and their price movements.

NEW YORK

VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSÉ. Haut: 1861,92. Fermeture: 1839,18. Bas: 1888,93.



VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 188 000 000



INDICE DE NEW YORK

Table listing various market indices such as COMPOSÉ, INDUSTRIELLES, and FINANCE with their current values and changes.

Table A/B listing various stocks and their price movements.

Table C/D listing various stocks and their price movements.

Table E/F listing various stocks and their price movements.

Table G/H listing various stocks and their price movements.

Table I/J listing various stocks and their price movements.

Table K/L listing various stocks and their price movements.

Table M/N listing various stocks and their price movements.

Table O/P listing various stocks and their price movements.

Table Q/R listing various stocks and their price movements.

Table S/T listing various stocks and their price movements.

Table listing various market indices such as COMPOSÉ, INDUSTRIELLES, and FINANCE with their current values and changes.

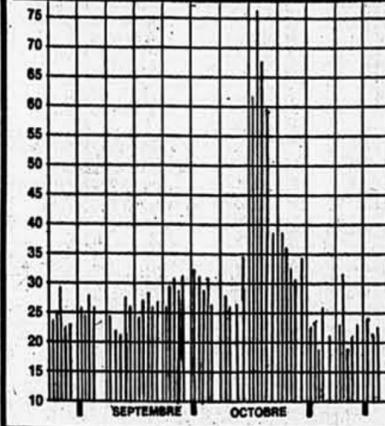
Table listing various market indices such as COMPOSÉ, INDUSTRIELLES, and FINANCE with their current values and changes.

Table listing various market indices such as COMPOSÉ, INDUSTRIELLES, and FINANCE with their current values and changes.

TORONTO



VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 23 222 000



INDICES DE TORONTO

Table with 3 columns: Index Name, Current Value, and Change. Includes 300/COMPOSE, SERV. FINANCIERS, MINES ET METAUX, PETROLES ET GAZ, and INDUSTRIELLES.

SOUS INDICES DE TORONTO

Table with 3 columns: Index Name, Current Value, and Change. Includes AURIFERES, PAPIERES, CONSOMMATION, IMMOBILIER, TRANSPORT, PIPELINES, SERV. PUB., COMMUNICATIONS, DETAIL, and HAUTE TECHNOLOGIE.

Table with 3 columns: Index Name, Current Value, and Change. Includes A/B, C/D, E/F, G/H, I/J, K/L, M/N, O/P, Q/R, and U/Z.

Table with 3 columns: Index Name, Current Value, and Change. Includes various stock indices and market data.

Table with 3 columns: Index Name, Current Value, and Change. Includes various stock indices and market data.

Table with 3 columns: Index Name, Current Value, and Change. Includes various stock indices and market data.

Table with 3 columns: Index Name, Current Value, and Change. Includes various stock indices and market data.

Table with 3 columns: Index Name, Current Value, and Change. Includes various stock indices and market data.

Table with 3 columns: Index Name, Current Value, and Change. Includes various stock indices and market data.

Table with 3 columns: Index Name, Current Value, and Change. Includes various stock indices and market data.

Table with 3 columns: Index Name, Current Value, and Change. Includes various stock indices and market data.

Table with 3 columns: Index Name, Current Value, and Change. Includes various stock indices and market data.

Table with 3 columns: Index Name, Current Value, and Change. Includes various stock indices and market data.

Table with 3 columns: Index Name, Current Value, and Change. Includes various stock indices and market data.

Table with 3 columns: Index Name, Current Value, and Change. Includes various stock indices and market data.

VANCOUVER

VOLUME: 13 898 000

FERMETURE: 1144,44

Table with 3 columns: Index Name, Current Value, and Change. Includes various stock indices and market data.

Table with 3 columns: Index Name, Current Value, and Change. Includes various stock indices and market data.

Table with 3 columns: Index Name, Current Value, and Change. Includes various stock indices and market data.

Table with 3 columns: Index Name, Current Value, and Change. Includes various stock indices and market data.

Table with 3 columns: Index Name, Current Value, and Change. Includes various stock indices and market data.

BAROMÈTRE

Statistiques économiques

Table of economic statistics including Production (interior, industrial, exports, imports), Mises en chantier, Permis de const., Ventes au détail, REVENUS ET SALAIRES, EMPLOI, and PRIX.

Données trimestrielles

Table of quarterly data for Comptes nationaux (consumption, investments, government, exports, imports, PNB, revenues, balance of payments).

Source: Statistique Canada CANSIM. Informations: 414-283-6725

VANCOUVER suite de la page D7

Table of Vancouver market data with columns for various commodities and their prices.

Table of Vancouver market data, likely a continuation of the previous table.

Table of Vancouver market data, likely a continuation of the previous table.

LES DEVISES

Table of exchange rates for various currencies.

MARCHÉ DES OPTIONS — (Chicago)

Table of options market data for Chicago.

OFFRE ET DEMANDE (TORONTO)

Table of supply and demand for Toronto, listing various stocks and their prices.

LES OBLIGATIONS

Table of bond market data.

LES METAUX

Table of metal market data.

TITRES AU COMPTOIR (DE TORONTO)

Table of over-the-counter securities for Toronto.

LES GRAINS

Table of grain market data.

FRUITS/LÉGUMES

Table of fruit and vegetable market data.

OPTIONS SUR LE PLATINE

Table of platinum options market data.

INDICES STANDARD & POOR

Table of Standard & Poor indices.

INDICES STANDARD & POOR DES OPTIONS DE CHICAGO

Table of Standard & Poor options indices for Chicago.

Selon la B de M, le Québec se sortira le mieux du ralentissement économique

Si le Québec ne pourra pas échapper totalement aux effets du ralentissement économique prévu pour l'an prochain, il semble du moins qu'il s'en sortira mieux que le reste du pays, estime Gilles Jarry, premier vice-président de la Banque de Montréal.

M. Jarry, qui parlait hier à Montréal lors de la 17^e conférence annuelle de la Banque sur les perspectives économiques, estime que «le nouvel esprit dynamique et concurrentiel qui s'est manifesté au Québec ces dernières années devrait permettre d'atténuer l'effet négatif sur la confiance des investisseurs qu'a eu la récente dégringolade des marchés boursiers».

La Banque de Montréal s'attend à ce que l'économie québécoise enregistre une progression de 1,8 p. cent l'an prochain, soit un taux supérieur à celui de 1,6 p. cent prévu pour l'ensemble du Canada, et nettement plus élevé que celui de 1,3 p. cent prévu pour l'Ontario. Si ces prévisions s'avèrent exactes, la croissance de l'économie québécoise en 1988 sera égale ou supérieure, pour la sixième année consécutive, à la moyenne du pays.

Parmi les principales prévisions de l'institution, il convient de noter que:

le secteur manufacturier québécois n'enregistrera pas un ralentissement aussi prononcé que dans les autres provinces; c'est principalement pour cette raison que le taux de croissance du Québec dépassera celui de l'ensemble du Canada; l'Ontario accusera un certain recul à cet égard;

le revenu agricole ne fera vraisemblablement pas l'objet d'importantes fluctuations; de façon générale, l'agriculture québécoise devrait mieux se comporter en 1988 que celle des autres provinces, Prairies en particulier;

le recul de 10 à 15 p. cent des ventes de voitures américaines et la ralentissement du taux de croissance de la construction se traduira probablement par une baisse des expéditions de minerais;

il y aura ralentissement des investissements, mais le phénomène sera freiné par les importants projets de construction commerciale à Montréal, de Dmtar, d'Hyundai, et d'Hydro-Québec;

la construction domiciliaire reculera fortement; le nombre de mises en chantier pourrait reculer de 30 à 50 p. cent; le marché de la vente pourrait aussi reculer.

FONDS MUTUELS

Table listing various mutual funds with columns for name, type, and performance metrics.

LA BOURSE EN BREF

Summary of stock market performance for Montreal, Toronto, and New York, including volume, gains/losses, and key indices.

ALBERTA

Table listing stock market data for Alberta, including various stock prices and market indicators.

NEW YORK suite de la page D6

Table listing stock market data for New York, including various stock prices and market indicators.

OPTIONS TRANS-CANADA (transigées)

Table listing options data for Trans-Canada, including call and put options for various stocks.

AMÉRICAIN

Table listing American stock market data, including various stock prices and market indicators.

MARCHÉ DES OPTIONS SUR DEVICES

Table listing options data for various services, including call and put options.

MARCHÉ DES OPTIONS SUR DEVICES

Table listing options data for various services, including call and put options.

L'OR A TERME

Marché de Winnipeg: Cotes des contrats à terme de l'or, en dollars américains, à la Bourse des denrées de Winnipeg.

Table listing gold futures prices and market data for the Winnipeg market.

LES AURIFÈRES

Fermeture: Afrique du Sud (Offr. S.U.S.).

Table listing gold mining stock prices and market data for the Johannesburg market.

CONTRATS DE 200 ONCES D'ARGENT

Marché de Winnipeg: Cotes des contrats à terme de l'argent, en dollars américains, à la Bourse des denrées de Winnipeg.

Table listing silver futures prices and market data for the Winnipeg market.

CONTRATS DE 200 ONCES D'ARGENT

Marché de Winnipeg: Cotes des contrats à terme de l'argent, en dollars américains, à la Bourse des denrées de Winnipeg.

Table listing silver futures prices and market data for the Winnipeg market.

LES BESTIAUX

(PC) - Les arrivages au marché de Montréal depuis le début de la semaine totalisent 672 bovins, 959 vaches et deux porcs.

Table listing livestock market data, including prices for various types of cattle and pigs.

LES BESTIAUX

(PC) - Les arrivages au marché de Montréal depuis le début de la semaine totalisent 672 bovins, 959 vaches et deux porcs.

Table listing livestock market data, including prices for various types of cattle and pigs.

MARCHÉ DES OPTIONS SUR DEVICES

Marché de Winnipeg: Cotes des contrats à terme de l'or, en dollars américains, à la Bourse des denrées de Winnipeg.

Table listing gold futures prices and market data for the Winnipeg market.

LES AURIFÈRES

Fermeture: Afrique du Sud (Offr. S.U.S.).

Table listing gold mining stock prices and market data for the Johannesburg market.

OPTIONS SUR L'OR

Canada, Europe, Australie

Table listing options data for gold, including call and put options for various markets.

L'OR

(AP) - Voici les cours de clôture de l'or mercredi sur les principales places, en dollars US l'once Troy, avec, entre parenthèses, les cours de la précédente clôture:

Table listing gold prices and market data for various international locations.

RAPPORT FINANCIERS EXPRESS

COMPAGNIES: Profits (pertes) et revenus bruts (nets) en millions de dollars.

Table listing financial reports for various companies, including profits and revenues.

RAPPORT FINANCIERS EXPRESS

COMPAGNIES: Profits (pertes) et revenus bruts (nets) en millions de dollars.

Table listing financial reports for various companies, including profits and revenues.

L'offre d'Amoco dénoue une impasse

d'après Reuter

■ L'offre améliorée d'Amoco pour acquérir Dome Petroleum au coût de \$5,5 milliards a mis fin à une impasse qui durait depuis sept mois et devrait recevoir l'approbation des créanciers de la société pétrolière.

Le président d'Amoco, Don Stacy, a déclaré hier que l'ensemble des créanciers garantis ont accepté par écrit les nouvelles con-

ditions soumises par Amoco. La première offre d'Amoco était de \$5,1 milliards.

La semaine dernière, les créanciers non garantis avaient également donné leur accord.

Selon l'analyste pétrolier Wilf Gobert, de Peters and Co. à Calgary, la nouvelle offre reflète bien la valeur intrinsèque des actifs de Dome. Selon lui, « les créanciers devraient l'accepter et prendre leurs jambes à leur cou ».

L'analyste Denis Mote, de Maison Placement à Toronto, déclare quant à lui que c'est là une enten-

te favorable à l'industrie pétrolière et à tous les actionnaires.

D'ailleurs, parmi les trois compagnies qui cherchaient à acheter Dome, Amoco est la seule à ne pas avoir contracté des obligations majeures dans une autre transaction. TransCanada PipeLines est en train d'acheter Encor Energy, pour environ \$1 milliard, tandis qu'Imperial Oil a acquis récemment une participation majoritaire dans Sulpetro au coût de \$700 millions.

LA BOURSE

Rôle positif des ordinateurs

■ Se déroulant toujours dans un climat d'incertitude, le marché boursier a une fois de plus oscillé en dents de scie durant la séance d'hier. Mais contrairement aux séances précédentes, les marchés ont toutefois clôturé en hausse hier.

Ainsi dans un ralliement de dernière minute, Wall Street a vu son baromètre, le Dow Jones, grimper de 17 points, pour fermer à 1 939 points.

À qui devons-nous ce ralliement? Oh surprise! aux programmes d'achat inscrits sur ordinateur.

À un certain moment, le pessimisme était tel à New York que l'indice Dow Jones était en baisse d'un autre 25 points.

Cette incertitude qui règne à Wall Street est toujours due

aux négociations qui se déroulent présentement entre le président Ronald Reagan et le Congrès américain au sujet de la réduction du déficit budgétaire.

Les marchés canadiens ont imité Wall Street et ont terminé en hausse. Le TSE 300 de la Bourse de Toronto a gagné 11 points, fermant à 2 922,7 points.

À Montréal, le XXM a fini sa journée à 1 474 points, en hausse de quatre points.



Jean Perron

Le président du conseil d'administration de l'Association de paralysie cérébrale du Québec, Me Richard Champagne, a le plaisir d'annoncer la nomination de monsieur Jean Perron au poste de président d'honneur de la 12^e campagne de levée de fonds de l'Association.

Homme d'affaires reconnu pour son engagement social, monsieur Perron est président de Normick Perron inc., une des plus importantes entreprises forestières au Canada.

À titre de président d'honneur, monsieur Perron se fera l'ambassadeur de l'Association. Il entreprendra, en décembre, une tournée provinciale dans le but de sensibiliser la population des régions aux objectifs du Téléthon de la paralysie cérébrale, qui aura lieu les 6 et 7 février prochains sur les ondes du réseau TVA. Ce Téléthon est le seul mécanisme de levée de fonds de l'Association.

Banque Nationale de Paris (Canada)



Marcel Bilodeau

M. François Jonathan, Président-Directeur Général, et M. Jean-Charles Daigneault, Premier Vice-Président, Directeur Général pour le Québec, ont le plaisir d'annoncer la nomination de M. Marcel Bilodeau au poste de Vice-Président, Directeur, Secteurs Rive-Sud, Richelieu et Montérégie.

M. Bilodeau dispose d'une importante expérience bancaire dont plus de six ans à la BNP (Canada).

Ses bureaux sont actuellement situés au siège social de la BNP (Canada): Tour BNP, 1981, avenue McGill Collège, à Montréal. Filiale de la Banque Nationale de Paris, implantée dans près de 80 pays, la BNP (Canada) est présente au Québec depuis 1961 et dispose de succursales à Montréal, Québec, Sherbrooke, Trois-Rivières, Laval, Toronto et Vancouver.



Édifice KINGS HALL *La Cour du Roi*
1231, rue Sainte-Catherine ouest entre La Montagne et Drummond

EN LOCATION

LOUÉ À 75%
Occasion exceptionnelle

Joignez-vous au 'premier' centre de conditionnement physique au Canada et à onze restaurants de cuisine internationale dans ce centre prestigieux de Ste-Catherine ouest. Ce centre offre jusqu'à 15000 pi car. surplombant un superbe atrium rempli de plantes au détaillant qui recherche un cadre qui sort de l'ordinaire.

282-0141

ORDINATEUR MICRO P
L
E INC.
9725, boul. Saint-Laurent
Tél.: (514) 385-1605

NOUVELLES IMPRIMANTES
★ EN EXCLUSIVITÉ ★

★ LQ-850	850\$
★ LQ-1050	1 150\$

★ LE CHOIX DE PC MAGAZINE ★

LX-800	275\$
FX-86e	469\$
FX-286e	669\$

ORDINATEUR EQUITY II
1 DISQUE DUR DE 20 MEG TURBO
1 LECTEUR
640K RAM
CLAVIER AT
ÉCRAN TTL
CÂBLE
MS-DOS ET GW BASIC
AVEC IMPRIMANTE LX-800
2 095\$

AVEC IMPRIMANTE FX-86e
2 295\$

Prix valables jusqu'à la fin de décembre

Monsieur Raymond Simois, président de La Fondation de l'Université Laval et président de Québec Téléphone, a le plaisir d'annoncer la nomination de monsieur André Barnard, au poste de directeur général de la Fondation.

Monsieur Barnard occupait dernièrement le poste d'adjoint au recteur et ses fonctions l'ont amené à jouer un rôle important dans La Campagne de l'Université Laval. Fondateur du Service des relations publiques de l'Université, il en a assuré la direction de 1961 à 1984.

La Fondation de l'Université Laval a pour fonction d'apporter une contribution à l'Université Laval dans la poursuite de ses objectifs, à savoir l'enseignement supérieur et la recherche. Elle doit collaborer à ses campagnes de souscription, recevoir des dons, legs, contributions en argent, en valeurs mobilières et immobilières, les administrer et s'assurer du respect des intentions des donateurs.

Le Conseil d'administration de la Fondation est composé de seize membres. Trois de ces membres sont de l'Université Laval et treize proviennent de différents secteurs du monde des affaires. L'assemblée annuelle de La Fondation de l'Université Laval aura lieu le 8 décembre prochain.

André Barnard
C.M., B.Sc.A.

La Fondation de l'Université Laval

INCROYABLE!

(MOINS DE 600 \$ PAR MOIS)

ÇA VOUS SURPREND ?

La seule pensée de conduire une BMW 528e pour moins de 600 \$* par mois, vous déconcerte? Maintenant que vous le savez, pourquoi ne pas profiter de cette belle surprise? Venez nous voir bientôt.

LE PLAN DE FINANCEMENT BMW

*Les conditions, les restrictions et les prix varient selon le modèle, l'équipement et la disponibilité.

BMW-CANBEC
5055, rue Paré Tél.: 731-7871
(1 coin de rue au nord de Jean-Talbot à l'est de Décarie)

BMW ST-MARTIN
1430, boul. St-Martin Ouest Tél.: 667-4343
Chomedey, Laval

5250 DÉCARIE

Au 5250 boul. Décarie, nous vous offrons une possibilité de vous installer dans un district commercial prospère.

Situation centrale, à l'angle sud-ouest de Décarie et Isabella, le 5250 Décarie assure un accès facile au cœur du centre-ville, à l'aéroport de Dorval et à tous les services de transport public.

Ce bel immeuble commercial rénové constitue un emplacement de choix à quelques minutes seulement du centre-ville, avec suites tout installées et grand stationnement. Prix exceptionnellement intéressant pour location à long terme de 3 et 5 ans.

Pour plus de détails, communiquez avec Corporation Glenview au 481-8115

CONSOLIDATED-BATHURST INC.

Déclaration de dividende
Actions privilégiées de deuxième rang, série C

AVIS EST PAR LES PRÉSENTES DONNÉ que le dividende trimestriel de cinquante et un cents (0.515) l'action, soit le dividende n° 8, rapporté par les actions privilégiées de deuxième rang rachetables, à dividende cumulatif, série C, en circulation de la Société et payable le 31 décembre 1987, a été déclaré le 29 octobre 1987. Ce dividende est payable aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 27 novembre 1987.

Par ordre du conseil,
Le Secrétaire,
E.C. Robichaud

Montréal (Québec)
Le 19 novembre 1987

Obtenez une remise comptant de 75 \$ en faisant poser votre nouveau couvre-plancher Armstrong.

Quelle épargne! Dans le cadre de la campagne "La pose... ça se fête!", Armstrong vous remettra 75 \$, lorsque vous confierez à un spécialiste la pose d'un couvre-plancher Armstrong choisi.

Pour obtenir la remise de 75 \$, il vous suffit de vous rendre chez un détaillant Armstrong participant, entre le 7 et le 28 novembre 1987, et d'acheter au moins 15 verges carrées d'un magnifique couvre-plancher Designer Solarian ou Designer Solarian II.

Après la pose de votre couvre-plancher, nous vous ferons parvenir un chèque de 75 \$! Rien de plus simple... il faut toutefois vous dépêcher! Pour obtenir plus de renseignements à ce sujet, rendez-vous sans tarder chez votre détaillant Armstrong participant, entre le 7 et le 28 novembre 1987.

Armstrong

PAYEZ SOIXANTE-QUINZE DOLLARS

DATE: 11/11/1987

NOM: Rose Carrier

ADRESSE: 9876 - Grand Boulevard, Solarianville, Canada

MEMO: pour la pose d'un couvre-plancher Armstrong

NO: 031003562; 07*06596*5*01 0191

\$75 REMISE COMPTANT LA POSE CA SE FÊTE!

Obtenez tous les détails chez votre détaillant Armstrong inscrit ci-dessous.

Montréal J.M. Vallières Inc. 6245 boulevard Monk Millon Tapis & Tules 3424 ave du Parc Millon Tapis & Tules 15 est rue Bernard	Nite Floor and Wall Cov. Inc. 4910 Sherbrooke ouest René Drapeau Tapis Inc. 2492 boulevard Henri-Bourassa Robert Tapis & Préferts Eng. 4577 boulevard St-Laurent	Roy & Fils Limité 3399 boulevard Crémazie est Beaconsfield Baxell Decor Ltd. 453 Beaconsfield Boulevard GDL Flooring Inc. 56 Woodland Avenue	Betoell Ceramicl Ent. 515 boulevard Sir Wilfrid-Laurier Dorion P.E. Felix et Fils Inc. 70 boulevard Harwood	Tapis R. Castonguay Inc. 38 St-Charles Joliette Entrepôt du Tapis 380 Antonio Barrette	LaSalle Couvre-Plancher LaSalle Inc. 1133 Shevchenko Millon Tapis & Tules 2019 rue Lapierre Laval Millon Tapis & Tules 175 boulevard de la Concorde	Valliquette Ltée 478 boulevard des Laurentides Longueuil Tapis Mini-Prix Inc. 859 boulevard Ste-Foy Pierrefonds JR Levesque 15520 St-Jean	Repentigny Les Tapis Jaban Inc. 231 boulevard Brien Soré Ceramicl Ent. 351 boulevard Fiset	St-Clet P.E. Felix et Fils Inc. 299 boulevard Cité des Jeunes St-Eustache Valliquette Ltée 465 Arthur Sauvé	Ste-Thérèse Valliquette Ltée 80 boulevard Labelle
---	--	--	--	--	--	---	---	--	--